

**DÉLIBÉRATION n°2022-19**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 15 juin 2022**

Tarifs école d'été 2022  
de la Chaire Territoires et Mutations de l'action publique

**Le Conseil d'Administration,**

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif rattachés à une université ou à une communauté d'universités et établissements,

Vu les statuts de la Chaire « Territoires et mutations de l'action publique » tels qu'adoptés lors du conseil d'administration du 11 mai 2015,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article unique**

Les tarifs de l'école d'été 2022 tels qu'annexés sont adoptés.

Membres en exercice : 28 membres  
Membres présents ou représentés :      membres

Votes : Refus de participer au vote :

Abstention :  
Contre :  
Pour : 20

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 15 juin 2022

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LEJOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Tarifs école d'été 2021 (1 page)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :



SciencesPo  
Rennes

# Chaire Territoires et mutations de l'action publique

# 2022

## 7<sup>e</sup> édition ÉCOLE D'ÉTÉ INTERNATIONALE

Démocratie locale, décentralisation et  
gouvernance multiniveaux

21 au 23 septembre 2022

Saint-Brieuc

Conseil départemental  
des Côtes-d'Armor

Adossée au laboratoire



Thierry Jeandot © Département des Côtes d'Armor

Thème de l'édition 2022

## Distance et proximité dans l'action publique

En partenariat avec le Conseil  
départemental des Côtes d'Armor

**Côtes d'Armor**  
le Département



Partenaires scientifiques





## PRÉSENTATION DE LA 7<sup>e</sup> ÉCOLE D'ÉTÉ INTERNATIONALE

### « DISTANCE ET PROXIMITÉ DANS L'ACTION PUBLIQUE »

En partenariat avec le Conseil Départemental des Côtes d'Armor

*Small is beautiful!* Il y a près de 50 ans, l'économiste anglais Ernst Friedrich Shumacher, plaidait dans un recueil d'essais devenu depuis un best-seller mondial pour une économie à taille humaine, soucieuse de l'environnement et de la nature dont les principes d'action devaient reposer sur la décentralisation et l'autonomie.

En l'espace d'un demi-siècle, les territoires semblent en effet avoir acquis une légitimité grandissante dans l'action publique et l'organisation des sociétés contemporaines. Ainsi, dans une France marquée depuis plus d'une décennie par un niveau de défiance politique inédit, les élus de proximité, en particulier le maire, semblent échapper à l'opprobre général. Les décideurs politiques ne s'y trompent pas en multipliant ces dernières années les références flatteuses aux « territoires », au « terrain » ou à la « démocratie de proximité ». Cependant, une part croissante de la population vit en marge de la puissance publique et ces croyances dans les vertus du local ne manquent pas d'interroger.

Après quarante ans de décentralisation, les promesses de renouvellement par la démocratie locale se heurtent à un désintérêt croissant de nos concitoyens pour la participation électorale. La proximité territoriale ne semble pas en mesure de pallier la distance sociale qui nourrit le rejet des élites et la montée des populismes. A quelles conditions, les territoires peuvent-ils être des lieux d'innovation sociale porteurs de nouvelles formes d'engagement civique ? Dans cette perspective, les récentes réorganisations institutionnelles (découpage des Régions, scrutin départemental, intercommunalités XXL, communes nouvelles...) contribuent-elles à ouvrir de nouveaux horizons ?

Les fractures territoriales multiples qu'elles soient économiques, sociales, sanitaires s'invitent plus que jamais au cœur de l'agenda politique hexagonal. En l'espace de dix ans, la révolte des Bonnets rouges puis celle des Gilets jaunes ont illustré la réactivation de nouveaux clivages urbain/rural, Paris/provinces, métropoles/campagnes. La déconcentration et la décentralisation ont-elles accéléré ou accompagné l'émergence d'une France à plusieurs vitesses, d'une France différenciée ? La territorialisation de l'action publique est-elle le fossoyeur d'une égalité formelle ou le vecteur d'une équité réelle pour les citoyens ? Peut-on croire aux réagencements en cours des services publics ?

Paradoxalement alors que la proximité est régulièrement mise en avant, l'Etat central ne cesse de gouverner à distance que ce soit par la fiscalité, la prolifération normative, le contrôle bureaucratique ou encore à travers la maîtrise des cadres et des cartes de l'action publique. Dans le cas de projets industriels ou de grandes infrastructures, cette fonction est partagée par d'autres acteurs centralisateurs : les consortiums industriels et ou les grands opérateurs publics ou parapublics. Dès lors, comment concilier les injonctions normatives descendantes et l'autonomie relative des agendas territoriaux ? De quelle autonomie réelle dispose les systèmes territoriaux pour peser dans l'action publique ? Quelle(s) place(s) reste-t-il pour les échelons intermédiaires et quelle(s) fonction(s) doivent-ils remplir ?

Notre école d'été apportera une nouvelle fois sa contribution aux débats et à la compréhension des changements en cours. Les participants auront l'opportunité au cours de séquences variées et innovantes, de croiser et d'enrichir leurs regards respectifs sur le monde contemporain des politiques territoriales, entre distance et proximité.

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- AGUILERA Thomas, ARTIOLI Francesca, BARRAULT-STELLA Lorenzo, HELLIER Emmanuel, PASQUIER Romain, dir., (2021), *Les cartes de l'action publique. Pouvoirs, territoires, résistances*, Lille, Villeneuve d'Asq, Presses du Septentrion.
- AGUILERA Thomas, ROUZEAU Marc, dir., (2020), *Le gouvernement des solidarités. Enjeux socio-politiques et territoires d'action*, Paris, Berger-Levrault.
- BACQUE Marie-Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves, dir., (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte.
- DUPUY, Claire, POLLARD Julie (2012), « La comparaison de politiques publiques infranationales : méthodes et pratiques », *Revue internationale de politique comparée*, 19 (2), 2012, p. 7-14.
- EPSTEIN Renaud, (2013), *La rénovation urbaine*, Paris, Presses de Sciences Po.
- EVRARD Aurélien, PASQUIER Romain, (2018), « Territorialiser la politique de l'éolien maritime en France. Entre injonctions étatiques et logiques d'appropriation », *Gouvernement & action publique*, 4 (4), p. 63-91.
- LIPSKY Michael (2010), *Street-level bureaucracy: Dilemmas of the individual in public services*, New York, Russell Sage Foundation, 2010.
- PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien, COLE Alistair, dir., (2020), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, 2e édition augmentée, Presses de Sciences Po.
- POUPEAU François-Matthieu, (2017), *Analyser la gouvernance multi-niveaux*, Grenoble, PUG.
- SCHUMACHER Ernst Friedrich, (1973), *Small is beautiful. A study of economics as if people mattered*, London, Blond & Briggs.

## COMITE D'ORGANISATION

Gaël HILY, chargé de développement de la Chaire TMAP, Sciences Po Rennes

Brice NOËL, gestionnaire administratif et financier, Laboratoire Arènes UMR 6051

Gwendoline LIONS, secrétaire générale, Conseil Départemental des Côtes d'Armor

Nathalie PARÉ, directrice Maison du Département de Saint-Brieuc, Conseil Départemental des Côtes d'Armor, déléguée générale de l'Association des Administrateurs Territoriaux de France

Romain PASQUIER, directeur de recherche au CNRS, Laboratoire Arènes UMR 6051, directeur de la recherche à Sciences Po Rennes, titulaire de la chaire TMAP

Marc ROUZEAU, expert associé à la chaire TMAP

## PROGRAMME

Mercredi 21 septembre 2022

<b>9h30</b>	<b>Conférence plénière</b>
<b>12h00</b>	<b>L'Intelligence territoriale entre sensibilité, formalisation et participation</b> <b>Alexandre Moine</b> Professeur des universités, Université Bourgogne Franche-Comté
<b>14h00</b>	<b>Ateliers croisés – session 1</b>
<b>16h00</b>	
<b>16h30</b>	<b>Table-ronde</b>
<b>18h00</b>	<b>Entre distance et proximité, quels ressorts pour les innovations sociales ?</b> Animation : <b>Nathalie Paré</b> (Conseil Départemental Côtes d'Armor, déléguée générale AATF), <b>Marc Rouzeau</b> (Chaire TMAP Sciences Po Rennes)

Jeudi 22 septembre 2022	
<b>9h30</b>	<b>Conférence plénière</b>
<b>12h00</b>	<b>Du bien-être et des territoires dans un monde en mutation</b> <b>Lise Bourdeau-Lepage</b> Professeur des universités, Université Lyon 3
<b>14h00</b>	<b>Ateliers croisés – session 2</b>
<b>16h00</b>	
<b>16h30</b>	<b>Table-ronde</b>
<b>18h00</b>	<b>Fait breton et action collective : quelles ressources pour demain ?</b> Animation : <b>Gwendoline Lions</b> (Conseil Départemental Côtes d'Armor), <b>Romain Pasquier</b> (CNRS, Chaire TMAP Sciences Po Rennes)

Vendredi 23 septembre 2022	
<b>9h30</b>	<b>Conférence plénière</b>
	<b>Le lobbying territorial, obstacle ou outil de la démocratie de proximité ?</b> <b>Sébastien Guigner</b> Maître de conférences, Sciences Po Bordeaux
<b>12h00</b>	<b>Conclusion de l'École d'été</b>

## INFORMATIONS PRATIQUES

### DATES ET LIEU

L'école d'été se tiendra du **mercredi 21 au vendredi 23 septembre 2022** dans l'enceinte du **Conseil Départemental des Côtes d'Armor**, situé 9 place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc.

### CANDIDATURES

L'école d'été est ouverte aux enseignants, chercheurs, doctorants, postdoctorants, professionnels et élus.

Le nombre de places est limité à une soixantaine de personnes afin de permettre des échanges approfondis entre participants et intervenants, mais aussi de garantir la qualité des débats.

La demande d'inscription est à envoyer à **chaire.tmap@sciencespo-rennes.fr**.

### FRAIS D'INSCRIPTION

- A. Pour les candidatures enregistrées avant le **31 juillet 2022** :
  - **180 euros** pour les chercheurs (doctorants et postdoctorants)
  - **450 euros** pour les professionnels et élus locaux
  - **300 euros** pour les professionnels et élus locaux des collectivités et institutions partenaires de la Chaire TMAP
- B. Pour les candidatures enregistrées entre le **1<sup>er</sup> août et le 20 septembre 2022** :
  - **220 euros** pour les chercheurs (doctorants et postdoctorants)
  - **500 euros** pour les professionnels et élus locaux (y compris les partenaires)
- C. Pour celles et ceux qui n'ont pas la possibilité de suivre l'intégralité du programme, nous proposons deux solutions alternatives :
  - **50 euros** par conférence plénière suivie en distanciel
  - **100 euros** pour une journée complète en présentiel

Les frais d'inscription comprennent la participation à l'ensemble des conférences plénières, des ateliers croisés et des tables-rondes, la documentation, les pauses-café et les déjeuners. Ces frais ne couvrent pas l'hébergement, le transport et les petits déjeuners.

Le règlement des frais d'inscription se fait uniquement par l'envoi d'un bon de commande avant le début de l'école d'été à l'adresse **chaire.tmap@sciencespo-rennes.fr**. Aucune inscription ne pourra être enregistrée pendant l'école d'été.

## BUDGET ECOLE D'ETE 2022

Dépenses		Recettes	
Déplacements (intervenants + organisateurs)	1 450 €	Inscriptions :	17 400 €
Hébergement (intervenants + organisateurs + étudiants)	5 640 €	8 tarifs chercheurs avant 31 juillet (180 euros)	1 440 €
Réception : repas et pause café	8 500 €	8 tarifs doctorants après 31 juillet (220 euros)	1 760 €
Gratification intervenants	1 500 €	20 tarifs partenaires avant 31 juillet (300 euros)	6 000 €
Communication	400 €	10 tarifs professionnels avant 31 juillet (450 euros)	4 500 €
frais de gestion	1 500 €	5 tarifs partenaires et professionnels après 31 juillet (500 euros)	2 500 €
		8 tarifs conférences à la séance à distance (50 euros)	400 €
		8 tarifs à la journée (100 euros)	800 €
		Contribution de la Chaire TMAP	1 590 €
<b>Total dépenses Ecole d'été</b>	<b>18 990 €</b>	<b>Total recettes Ecole d'été</b>	<b>18 990 €</b>